****

**RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

**PAR LE**

**PRÉSIDENT NATIONAL**

**Mars 2013 – Juin 2013**

Consœurs et confrères,

Le deuxième trimestre de 2013 a été très rempli pour notre syndicat, qui fête cette année son 50e anniversaire.

Huit de nos dix congrès de divisions provinciales ont eu lieu pendant cette période. Le confrère Charles et moi avons le privilège d’assister à ces importants rassemblements et, ce printemps, nous avons rencontré des centaines de nouveaux et jeunes délégués en plus de participer à de nombreuses célébrations du 50e anniversaire qui rendaient hommage à celles et ceux qui ont bâti notre syndicat.

Nous avons tous été déçus par le résultat des élections en Colombie-Britannique, malgré les immenses efforts déployés par les militants du SCFP dans cette province. Je suis heureux de signaler l’élection de notre ancienne présidente nationale, la consœur Judy Darcy (New Westminster), et la réélection de la consœur Kathy Corrigan (Burnaby-Deer Lake), recherchiste au SCFP.

L’Ontario a évité des élections provinciales grâce à l’adoption d’un budget provincial lourdement influencé par le NPD-Ontario.

Les négociations collectives se sont poursuivies partout au pays et les membres ont obtenu de bonnes conventions, sans concessions. Comme le montrera le présent rapport, nous voyons plus de votes de grève et quelques grèves dans le climat d’austérité actuel.

Pour soutenir ses membres aux piquets de grève, le Conseil exécutif national a approuvé, à sa réunion de juin, une résolution visant à augmenter les indemnités de grève, résolution qui sera présentée à notre congrès national cet automne.



La scène fédérale a été dominée par le scandale du Sénat, dans lequel trois sénateurs conservateurs et un sénateur libéral sont sous enquête. Le scandale a atteint le bureau du premier ministre, et son chef de cabinet, qui avait offert un paiement controversé de 90 000 $ au sénateur Mike Duffy, a dû démissionner.

Le comité des finances du Sénat étudie présentement le projet de loi C-377. Quelle ironie que le Sénat canadien, l’entité la moins transparente au Canada, se penche sur la nécessité de faire contrôler le mouvement syndical canadien par le gouvernement!

Le 30 mai, à Toronto, le confrère Charles et moi avons assisté à la conférence de presse tenue par les TCA et le SCEP pour annoncer le nom du nouveau syndicat qui naîtra de leur fusion cet automne. La nouvelle organisation s’appellera UNIFOR (facebook.com/UniforCanada).

Le nouveau syndicat sera officiellement lancé au congrès de fusion qui aura lieu le week-end de la fête du Travail.

Comme toujours, je remercie sincèrement le personnel et les membres du SCFP pour les efforts constants qu’ils déploient jour après jour pour les travailleurs.

1. **Scène fédérale et Congrès du travail du Canada**
* En mars, le Parlement a adopté, par un vote de 149 à 137, le projet de loi C-279, présenté par le député néo-démocrate Randall Garrison, qui rend illégale la discrimination à l’égard des Canadiens transgenre.
* En avril, le SCFP a fait partie d’une délégation formée de représentants du Conseil des Canadiens et des Premières Nations qui s’est rendue aux Nations Unies à Genève pour attirer l’attention de la communauté internationale sur les tentatives de privatisation des systèmes d’eaux potables et usées du Canada par le gouvernement Harper.

La délégation a aussi mis en lumière la crise du manque d’eau potable dans les communautés des Premières Nations.

* Notre syndicat national a été l’hôte d’un petit déjeuner de travail au 45e Congrès national sur le logement et l’itinérance à Ottawa, le 30 avril. J’ai eu le privilège de transmettre les salutations de notre syndicat à cet importante rencontre de militants du secteur du logement social et coopératif.
* Le programme des travailleurs étrangers temporaires (TEP) a fait les manchettes lorsque les pratiques de sous-traitance et d’embauchage de la Banque Royale du Canada ont été mises au jour.

Notre syndicat, avec beaucoup d’autres, et le gouverneur sortant de la Banque du Canada, Mark Carney, ont critiqué l’expansion du programme des TPE par le gouvernement Harper pendant que le taux de chômage demeure élevé au Canada. Il est évident aujourd’hui que le programme des TPE a moins à voir avec la rareté de la main-d’œuvre qu’avec la pression à la baisse des salaires et le recours à une main-d’œuvre bon marché.

* Les militants du SCFP des régions des Maritimes et de l’Atlantique ont réussi à convaincre leurs quatre premiers ministres de demander un moratoire sur les changements destructeurs apportés au système d’AE prévus dans la loi sur le budget omnibus fédéral de 2012.

De grandes manifestations ont eu lieu au Québec et, au congrès du SCFP-Manitoba de ce printemps, les délégués ont assisté à une séance d’information sur l’AE. (Remarque : on peut trouver la déclaration du SCFP sur la décision des premiers ministres de l’Atlantique sur l’AE à http://scfp.ca/assurance-emploi/le-scfp-exige-une-representation.)

Le confrère Danny Cavanagh, président du SCFP-Nouvelle-Écosse, a été nommé à un groupe d’experts de marque formé de quatre personnes qui étudieront les effets des changements apportés dernièrement à l’AE et rendront compte directement aux premiers ministres de l’Atlantique et des Maritimes.

* Projet de loi C-60 – Le gouvernement Harper a présenté une loi qui permettra au Conseil du Trésor d’intervenir directement dans les négociations des sociétés d’État, y compris Radio-Canada et Postes Canada.

Le confrère Denis Bolduc, secrétaire générale du SCFP-Québec, a comparu devant un comité parlementaire étudiant le projet de loi pour exprimer l’opposition du SCFP.

* Projet de loi C-525 – Le député conservateur d’arrière-ban Blaine Calkins a présenté un projet de loi d’initiative parlementaire qui vise à mettre fin à l’accréditation par vérification de cartes au niveau fédéral. En plus de tenir des votes obligatoires, les syndicats devront obtenir 50 pour cent plus un des voix de tous les membres de l’unité de négociation, et non seulement des membres votants. De même, une demande de désaccréditation ne peut être rejetée que par une majorité de 50 pour cent plus un des membres de toute l’unité, et non seulement de ceux qui votent.

Le projet de loi C-525 n’est pas encore devenu loi, mais il constitue la dernière salve dans la bataille menée par le gouvernement Harper contre les syndicats.

* En mars, le confrère Charles et moi-même, accompagnés de quelques membres du Conseil exécutif national, avons assisté à une réunion spéciale du Conseil canadien du CTC.

À la réunion, tous les affiliés du CTC se sont engagés à participer à la campagne « Tous debout pour la justice! » qui invite les syndicats à reprendre contact avec les membres de la base et à mettre en commun leurs ressources pour redorer l’image du mouvement syndical.

Un mouvement syndical fort et uni, qui a de solides liens avec les 3,2 millions de membres du CTC, est essentiel pour riposter efficacement aux objectifs de Stephen Harper, qui veut très probablement démanteler les dispositions relatives à la sécurité syndicale de la formule Rand, des dispositions qui existent plus près de 70 ans.

Le 2 avril 2013, le confrère Charles et moi avons tenu une série d’assemblées publiques téléphoniques avec les présidents des sections locales; un appel semblable a aussi eu lieu avec le personnel du SCFP le 21 mai 2013.

J’invite toutes les sections locales à surveiller l’information qui sera incluse dans les futurs envois du SCFP national, et celle qui viendra directement des conseillers syndicaux du SCFP qui leur sont affectés.

La reconnexion avec nos membres ne se limitera pas à une campagne de deux ou trois mois. Il faut instaurer un changement de culture et adopter des pratiques constantes qui renforceront notre syndicat et nous permettront d’offrir à nos membres le genre de leadership qu’ils veulent et qu’ils méritent.

* Le CTC poursuit ses autres importantes initiatives, dont notre opposition continue au projet de loi C‑377, maintenant devant le Sénat, où j’ai comparu le 5 juin pour présenter le point de vue de notre syndicat sur cette loi.

Nous maintenons également nos efforts de lobbying dans toutes les provinces pour édifier l’appui au principe de la sécurité à la retraite pour tous grâce à la bonification du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec (RPC/RRQ).

Enfin, le SCFP sera au cœur de l’action lorsque les premiers ministres du Canada se réuniront à la fin juillet à Niagara-on-the-Lake. Un nouvel Accord sur la santé sera l’une de nos grandes priorités à cette rencontre annuelle du Conseil de la Fédération.

1. **Le SCFP a 50 ans**

Cette année marque le 50e anniversaire de la formation de notre syndicat.

Au congrès de fondation, tenu du 24 au 26 septembre 1963 à l’hôtel Fort Garry de Winnipeg, quelque 400 délégués ont approuvé la fusion de l’Union nationale des employés publics (UNEP) et de l’Union nationale des employés des services publics (UNESP).

Cette année-là, nous avions 57 000 membres. En 1975, lorsque nous avons élu la consœur Grace Hartman comme première femme présidente d’un syndicat national en Amérique du Nord, nous étions 250 000 membres et nous avions surpassé les Métallos en tant que plus grand syndicat du Canada.

Aujourd’hui, avec un peu plus de 625 000 membres, nous sommes de loin le plus grand syndicat au Canada, puisque nous comptons presque deux fois plus d’adhérents que le deuxième plus grand affilié du CTC.

Mais l’importance du SCFP ne se limite pas au nombre de ses membres. Les consœurs et confrères qui ont lutté dans nos premières années ont obtenu des droits syndicaux pour les dizaines de milliers de membres du secteur de la santé, en majorité des femmes.

Par notre organisation et nos recherches de classe mondiale, nous avons établi des droits de négociation et négocié le respect pour ces femmes et des douzaines de classifications majoritairement féminines.

Tout au long de notre histoire, nous avons lutté contre les attaques législatives lancées contre le droit à la libre négociation collective.

L’égalité a été une priorité de notre syndicat d’un bout à l’autre du pays.

Le confrère Stan Little, premier président national du SCFP, a demandé aux délégués, à la conclusion du premier congrès national, de faire trois choses :

* Lutter pour assurer le droit à la libre négociation collective;
* Recruter;
* Lutter contre la sous-traitance partout où elle se manifestait.

Ces conseils ont conservé toute leur pertinence aujourd’hui.

Des dirigeants et des membres du personnel du SCFP ont même fait de la prison pour défendre notre droit à la libre négociation collective.

Notre syndicat a donné naissance au Jour de deuil du 28 avril pour les travailleurs tués ou blessés au travail. Le canari dans sa cage, symbole du 28 avril, a été conçu par le personnel des communications du SCFP.

Le Service de la recherche du SCFP jouit d’une renommée tant nationale qu’internationale et nous devons cette réputation aux douzaines de recherchistes talentueux dirigés par notre directeur fondateur du Service, le confrère Gil Levine.

Notre histoire a été racontée à chaque congrès de division provinciale ce printemps, comme elle le sera à notre congrès national d’octobre.

En célébrant notre passé et en rendant hommage aux consœurs et confrères qui nous ont ouvert la voie, nous renforcerons notre solidarité et nous nous préparerons à affronter de nouveaux défis.

De nombreux dirigeants et membres du personnel à la retraite ont partagé leurs souvenirs avec moi au cours des derniers mois. Nous voulons entendre tous les témoignages et nous voulons recueillir tous les souvenirs du SCFP (comme des épinglettes du SCFP) que vous voudrez bien nous confier.

Je remercie les dirigeants et membres du personnel retraités qui liront le présent rapport. Merci pour tous vos efforts. Nous qui sommes actifs aujourd’hui vous devons une fière chandelle pour l’excellent travail que vous avez accompli!

1. **Le point sur les régions et les divisions de services**

***Division du transport aérien***

À la mi-mars, les travailleurs d’Air Canada ont appris avec satisfaction que le gouvernement prolongeait l’allégement de la capitalisation du régime de retraite d’Air Canada, ce que les syndicats d’Air Canada réclament depuis les douze derniers mois.

À la fin de mars, les membres des Lignes aériennes Sun Wing ont ratifié leur première convention collective par un vote de 92 %.

Le 1er mai 2013, nous avons reçu une décision arbitrale intérimaire pour nos nouveaux agents de bord qui seront au service d’Air Canada Rouge, le nouveau transporteur vacances de la compagnie aérienne.

Enfin, au début de mai, nous avons appris que le gouvernement fédéral permettait au transporteur non syndiqué WestJet d’exploiter certains appareils avec un ratio agent de bord-passagers de 1:50, comparativement au règlement canadien de 1:40 en vigueur depuis longtemps. Le 24 mai, nous avons appris qu’Air Canada cherche aussi à profiter d’une exemption de Transports Canada visant à réduire le ratio à un agent de bord pour 50 sièges, un ratio qui serait applicable aux vols effectués à l’intérieur de l’Amérique du Nord à bord de ses appareils à fuselage étroit : Embraer 190, A319, A320 et A321. Nous avons écrit au gouvernement pour obtenir une rencontre à titre de seul syndicat représentant les agents de bord (http://scfp.ca/aerien/ottawa-doit-mettre-fin-au-dangereux).

***Syndicat des employés d’hôpitaux (SEH) (Division des services de santé de la Colombie-Britannique)***

Comme nous l’avons souligné précédemment, notre ancienne présidente nationale et secrétaire d’affaire du SEH, la consœur Judy Darcy, a été élue députée provinciale de New Westminster au scrutin du 14 mai en Colombie-Britannique. Nous la félicitons et lui souhaitons bonne chance.

Les membres du SEH devront surveiller de près les futures restructurations dans le secteur de la santé, car le Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique, dont les activités de maraudage ont mené à son exclusion du mouvement syndical, demeure très près du gouvernement libéral de la province.

***Colombie-Britannique***

Le congrès annuel du SCFP-Colombie-Britannique a eu lieu à Victoria, du 10 au 13 avril 2013.

Les délégués ont rendu hommage au président sortant Barry O’Neill. Le confrère Mark Hancock a été élu par acclamation à la présidence du SCFP-Colombie-Britannique. Je lui souhaite bonne chance dans son nouveau rôle. Le confrère Paul Faoro (section locale 15 du SCFP) a été élu au poste de secrétaire-trésorier et je lui aussi bonne chance.

La réélection des libéraux en Colombie-Britannique présente de nombreux défis, mais l’unité de nos membres de la province nous permettra de rester forts. Les négociations dans le secteur K-12 (maternelle à la 12e année) font partie de nos grandes priorités pour les semaines et les mois à venir.

***Alberta***

Environ 200 délégués se sont réunis à Fort McMurray pour assister au congrès annuel du SCFP-Alberta. Les membres ont approuvé un vaste énoncé de politique intitulé « Bâtir l’avenir » qui portait sur les éléments suivants :

* Les choix en matière de revenus provinciaux;
* Les services publics;
* La sécurité de la retraite;
* Les négociations;
* Les enjeux sociaux et économiques.

J’offre mes sincères félicitations à la présidente du SCFP-Alberta, la consœur Marle Roberts, qui a été élue par acclamation pour un nouveau mandat de deux ans à la présidence.

***Saskatchewan***

Les délégués du SCFP-Saskatchewan se sont réunis à Regina pour le congrès annuel de la division, qui portait en grande partie sur les effets négatifs de la loi 85, présentée par le gouvernement Wall, qui prévoit des modifications à diverses lois du travail.

À la fin d’avril, la Cour d’appel de la Saskatchewan, dans un jugement unanime, a accueilli l’appel de la loi sur les services essentiels (Public Services Essential Services Act ou PSESA) du gouvernement de la Saskatchewan, ainsi que l’appel incident de la Fédération du travail de la Saskatchewan de la Loi modifiant la Loi sur les syndicats (Trade Union Amendment Act ou TUAA) jugeant que toutes deux étaient constitutionnelles.

Les affiliés de la Fédération du travail de la Saskatchewan ont 60 jours pour interjeter appel à la Cour suprême du Canada, ce qui semble inévitable.

***Manitoba***

Environ 200 délégués du SCFP-Manitoba se sont rassemblés à Winnipeg pour assister au congrès annuel de la division. Un chèque de 50 000 $ a été remis à Cancer Care Manitoba pour financer des séjours dans des camps de vacances organisés par « Kids With Cancer »; depuis le milieu des années 90, le SCFP-Manitoba a recueilli plus de 125 000 $ pour cette priorité communautaire.

Les délégués ont écouté le premier ministre du Manitoba Greg Selinger et le professeur Robert Chernomas, économiste de l’Université du Manitoba, qui ont parlé des systèmes de santé canadien et américain. Une séance d’un avant-midi sur les changements à l’AE a attiré de nombreux participants.

Félicitations à la consœur Kelly Moist, élue par acclamation pour un nouveau mandat de deux ans à la présidence de la division.

***Ontario***

Environ 1 000 délégués du SCFP-Ontario se sont réunis à Toronto du 29 mai au 1er juin 2013.

Les délégués ont discuté d’un plan d’action portant sur la défense de la libre négociation collective et le renouvellement des liens avec les membres de la base du SCFP. Les conférenciers invités étaient Michael Harrington, du Chicago Teachers Union, et la chef du NPD-Ontario, Andrea Horwath.

Les travailleuses et travailleurs d’hôpitaux de l’Ontario continuent leur campagne pour faire comprendre les dangers des mesures d’austérité et des PPP. Les membres de la section locale 1600 du SCFP, Jardin zoologique de Toronto, ont décroché une nouvelle entente pluriannuelle après avoir confié un solide mandat de grève à leur équipe de négociation.

Les membres de la section locale 2067 du SCFP, travailleuses et travailleurs de la bibliothèque publique de Windsor, ont enfin reçu leur règlement en matière d’équité salariale, grâce auquel plus de 80 % des membres toucheront des paiements rétroactifs (jusqu’en avril 2005) qui iront de quelques centaines de dollars à 40 000 $.

Plus de 700 membres de la section locale 966 du SCFP, au service des établissements de soins de longue durée exploités par la région de Peel, se partageront une somme estimée à 20 millions de dollars dans la foulée d'une décision du tribunal en matière d'équité salariale. La lutte, commencée en 1992, est presque terminée. En effet, la section locale attend une décision du tribunal sur les travailleurs des services à la personne. Les paiements rétroactifs varieront entre quelques centaines de dollars et 70 000 $.

La présidente de la section locale 4948 du SCFP (travailleuses et travailleurs de la bibliothèque de Toronto), la consœur Maureen O’Reilly, a écrit un article qui a été publié dans *The Feliciter*, une revue canadienne de renom sur les bibliothèques. L’article portait sur la lutte budgétaire de 2012 à la Ville et sur la grève de 11 jours menée par les membres de la section locale 4948 du SCFP pour défendre les services de bibliothèque.

***Québec***

Au début de mai, des milliers de citoyens sont descendus dans les rues de Montréal pour dénoncer les compressions imposées à l’assurance-emploi par le gouvernement Harper; le SCFP-Québec était bien représenté à cette manifestation.

La commission Charbonneau, qui enquête sur la corruption dans l’industrie de la construction au Québec, oblige certaines municipalités à repenser la manière d’aborder les travaux publics. L’arrondissement de Villeray-St-Michel-Parc-Extension a décidé cette année d’entreprendre un projet pilote visant à rapatrier à l’interne les travaux de réparation des trottoirs en réaction aux soumissions excessives du secteur privé.

La campagne sur les régimes de retraite se poursuit au Québec pour exiger la bonification du RPC et du RRQ, tout comme la campagne sur la santé qui montre le travail important effectué par tout le personnel de soutien du secteur de la santé.

***Nouveau-Brunswick***

Une foule record de presque 300 délégués a assisté au congrès annuel du SCFP-Nouveau-Brunswick tenu à Fredericton du 9 au 13 avril 2013.

Les délégués ont souligné le 50e anniversaire du SCFP en rendant hommage aux anciens présidents et directeur régionaux du SCFP-Nouveau-Brunswick (ainsi qu’aux anciens militants et membres du personnel).

Le confrère Hassan Yussuff, secrétaire-trésorier du CTC, a parlé aux délégués de la campagne du CTC « Tous debout pour l’égalité! » et de la nécessité pour notre mouvement de continuer à exiger la bonification du Régime de pensions du Canada.

La réduction des prestations d’assurance-emploi (AE) a été un enjeu prioritaire au Nouveau-Brunswick, sous la direction de notre syndicat. Je tiens à féliciter le confrère Daniel Légère, président du SCFP-Nouveau-Brunswick, pour son leadership dans ce dossier et pour sa réélection, par acclamation, à la présidence de la division.

***Île-du-Prince-Édouard***

Environ 100 délégués du SCFP-Île-du-Prince-Édouard se sont réunis en congrès au centre de villégiature de Rodd Brudenell River, les 9 et 10 mai 2013.

Ils ont discuté d’un éventail de résolutions sur des enjeux comme le financement des universités, l’AE et la réforme des régimes de retraite.

Une résolution d’urgence en appui aux pêcheurs de homards de l’Île-du-Prince-Édouard a été adoptée à l’unanimité et les délégués au congrès ont participé à une manifestation pour les pêcheurs de l’île, près de Summerside.

Félicitations à la consœur Lori MacKay pour sa réélection par acclamation à la présidence de la division pour un nouveau mandat de deux ans.

***Nouvelle-Écosse***

Environ 200 délégués du SCFP-Nouvelle-Écosse ont assisté au congrès annuel de la division à Wolfville, en Nouvelle-Écosse, du 29 avril au 1er mai 2013.

Les délégués ont débattu de nombreuses résolutions, dont le financement des écoles publiques, la restructuration dans la santé et la réforme des régimes de retraite. Les conférenciers invités étaient le premier ministre Darrell Dexter et la consœur Margarita Lopez de Valle del Cauca, en Colombie, présidente de SINTRACUAVALLE, un syndicat des travailleurs des eaux colombiens.

Une vidéo commémorative spéciale sur le 50e anniversaire a été présentée au dîner du congrès. Je félicite sincèrement le confrère Danny Cavanagh, qui a été réélu par acclamation pour un nouveau mandat de deux ans à la tête de la division.

***Terre-Neuve-et-Labrador***

Autour de 100 délégués du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador se sont réunis à Grand Falls-Windsor pour participer au congrès annuel de la division, du 6 au 9 mai 2013.

Les délégués ont recueilli près de 11 000 $ pour le Syndicat des travailleurs des eaux de Cali, dont la présidente, la consœur Margarita Lopez, était conférencière invitée au congrès.

Les débats ont porté surtout sur les mesures d’austérité dans la province et sur les négociations en cours au nom de plus de la moitié de nos membres provinciaux, dont les travailleuses et travailleurs des conseils scolaires, des hôpitaux, du logement et des bibliothèques. Des résolutions ont aussi été adoptées sur la restructuration des conseils scolaires, l’AECG et des régimes de retraite équitables pour tous les Canadiens.

1. **Négociations collectives, grèves et lock-outs**

Partout au pays, près de la moitié des 3 600 conventions collectives sont à renégocier, dans des contextes dont les degrés d’austérité varient. Malgré le difficile climat des négociations, les membres du SCFP continuent à ratifier des ententes qui leur offrent de modestes hausses salariales et d’autres améliorations.

À Halifax, 830 membres du personnel de soutien scolaire, de la section locale 5047 du SCFP, ont ratifié une entente de trois ans avec le conseil scolaire régional de Halifax. L’accord, accepté par 94 % des membres, prévoit trois années d’augmentations à 2 %, 2,5 % et 3 %, en plus d’autres gains. Le règlement a été conclu peu après que les membres eurent confié un solide mandat de grève à leur comité de négociation.

La section locale 1252, Conseil des syndicats d’hôpitaux du Nouveau-Brunswick, a connu une très difficile ronde de négociations au cours de laquelle l’employeur a exigé d’importantes concessions. L’entente avait été ratifiée par une faible marge lorsque, pendant le vote, le gouvernement a annoncé la consolidation des services de buanderie, ce qui entraînera environ 60 mises à pied. Cette mesure du gouvernement a empêché plusieurs membres de voter en faveur de l’accord de principe. La section locale 1252 du SCFP a pu repousser toutes les concessions exigées par l’employeur et obtenir des droits de négociations pour 3 000 employés occasionnels. Les salaires n’augmenteront pas les deux premières années, mais seront haussés à 2 % les deux années suivantes.

Les membres de la section locale 1600 du SCFP, employés du Jardin zoologique de Toronto, ont conclu une entente et ont ainsi évité un lock-out orchestré par l’administration du zoo et la Ville de Toronto. L’entente est semblable à celle qui a été conclue par les sections locales 79, 416, 2998 et 4998 du SCFP à la Ville de Toronto. Elle prévoit de modestes hausses salariales et accorde des prestations pour soins de santé aux employés subventionnés. La section locale 1600 du SCFP avait fait la grève au Jardin zoologique de Toronto pendant sept semaines en 1996 pour obtenir l’embauchage d’un nombre minimum de travailleurs. La convention préserve cette entente et assure la sécurité d’emploi pour les quatre années de la convention.

Plus de 2 100 membres du personnel de soutien du conseil scolaire public d’Edmonton, de la section locale 3550 du SCFP, ont décroché une entente de quatre ans, après 22 mois à la table de négociation. L’entente prévoit une augmentation globale de la rémunération de 7,14 %, ainsi que de l’argent pour la grille salariale et de meilleurs avantages sociaux, la part des primes payées par l’employeur passant de 20 % à 60 %.

Après trois années à la table des négociations, les membres de la section locale 2669 du SCFP, de la bibliothèque publique de Saskatoon, en sont finalement venus à une entente. Celle-ci rapproche les salaires des membres de la section locale 2669 de ceux d’autres travailleuses et travailleurs de bibliothèques de la province. L’entente offre aux commis une augmentation de 2 $ l’heure. D’autres membres recevront 2 %, 2 % plus 0,60 $ et 3 % la troisième année. L’entente a pris fin avant d’avoir été ratifiée.

Les travailleuses et travailleurs des services sociaux communautaires de la Colombie-Britannique, membres du SCFP, ont ratifié une nouvelle convention collective après des mois de grèves tournantes. Le SCFP fait partie des neuf syndicats qui forment l’Association de négociation des services sociaux communautaires. L’entente prévoit des hausses salariales de 1,5 % plus 1 % d’augmentation pour les membres de l’Échelon 1 et 1,5 % la deuxième année. Il y aura aussi de l’argent pour l’adaptation au marché du travail. Par leur action, les membres ont clairement fait savoir au gouvernement qu’un financement adéquat pour ce secteur est important pour tous les Britanno-Colombiens.

| **PROVINCE** | **S. l.** | **EMPLOYEUR** | **Nbre de MEMBRES** | **DÉBUT** | **DURÉE** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Colombie-Britannique | 4964 | Quilchena Golf and Country Club | 19 | 4 février 2013 | 96 |
| Québec | 5051 | Club Optimiste de Laflèche, Québec | 7 | 4 avril 2013lockoutés | 18 |
| Colombie-Britannique | 389 | North Shore Winter Club | 16 | 3 mai 2013 | en cours |

Les membres de la section locale 4964 du SCFP de Richmond, en Colombie-Britannique, ont été mis en lock-out par la direction du Quilchena Golf and Country Club le 4 février, après seulement neuf jours de négociations. Les membres se sont montrés déterminés à obtenir une convention collective qui respectait leur travail. Ils ont pu résister aux concessions de l’employeur et obtenir une meilleure sécurité d’emploi qu’avant le lock-out.

Les sept membres de la section locale 5051 ont été lockoutés le 22 avril lorsque l’employeur a refusé de signer une convention collective conclue en décembre 2012. Les heures de travail et les paies rétroactives étaient devenues un problème après coup. Grâce à la conciliation, les membres ont ensuite obtenu une deuxième entente que l’employeur a respectée.

Les membres de la section locale 389 du SCFP, au service du North Shore Winter Club, ont été lockoutés par leur employeur le 3 mai, après à peine huit jours de négociations face à face avec la même société d’experts-conseils en gestion à laquelle avait eu recours l’employeur dans le lock-out de Quilchena. L’employeur a proposé une offre finale remplie de concessions et trois années de gel salarial. Les membres ont rejeté cette offre finale dans le cadre d’un vote supervisé et ont été mis en lock-out une semaine plus tard.

1. **Rapport sur le recrutement**

Le recrutement de nouveaux membres ne donne pas de répit aux organisateurs, aux militants et aux conseillers du SCFP partout au pays. Du 1er mars au 31 mai 2013, 2 330 travailleurs répartis dans 17 unités ont joint les rangs du SCFP. De plus, le SCFP a reçu 15 nouvelles demandes d'accréditation, qui sont devant la Commission des relations de travail. Si ces demandes d'accréditation sont acceptées, ce sont 7 800 membres qui s'ajouteront aux effectifs du syndicat. Nous avons aussi entrepris cinq campagnes de restructuration qui touchent 1 876 membres.

Les professions et les milieux de travail de nos nouveaux membres sont variés : établissements de soins de longue durée, municipalités, services de police, éducation postsecondaire, bibliothèques et communications.

Le SCFP mène en ce moment plusieurs projets qui ciblent un nombre potentiel de 9 767 employés du secteur public non encore syndiqués, qui se partageraient 51 nouvelles unités. Ces campagnes n'en sont pas toutes à la même étape : certaines ne sont qu'au stade des demandes alors que dans d'autres on signe déjà des cartes. Chaque projet a ses propres caractéristiques. L'accréditation peut se faire rapidement ou elle peut prendre jusqu'à deux ans. Nous sommes parfois obligés d'abandonner des campagnes, lorsque les travailleurs ne sont pas favorables en assez grand nombre à la syndicalisation. Mais il arrive souvent que, quand nous revenons un peu plus tard, ces groupes sont prêts à franchir le pas.

Comme toujours, les offensives de maraudage et les retraits d'accréditation nous posent des défis. La menace la plus importante vient du Syndicat des infirmières de la Colombie-Britannique (BCNU), qui maraude constamment les membres du SCFP affiliés au SEH. De même, nos membres employés des soins de longue durée en Alberta sont toujours menacés par le maraudage du Syndicat des employés provinciaux d'Alberta (AUPE). Ni le BCNU ni AUPE ne font partie de l'intersyndicale.

1. **Justice mondiale et solidarité internationale**

Notre syndicat est actif dans de nombreux dossiers internationaux, dont les suivants :

* La mort tragique de plus de 1 200 travailleurs du vêtement du Bangladesh en avril n’est que le dernier exemple des dangereuses conditions de travail dans ce pays.

J’ai écrit au premier ministre Harper (http://scfp.ca/paul-moist/bangladesh-tragedy-drives-home) et nous continuons, par l’entremise de notre syndicat mondial, l’Internationale des services publics (ISP), et avec le CTC, à faire pression sur le gouvernement du Bangladesh pour qu’il mette en œuvre des normes internationales de base.

* Notre syndicat (représenté par la consœur Kelti Cameron, agente de solidarité internationale du SCFP; le confrère Jose Juarez, membre de la section locale 859 du SCFP, Saskatchewan; et la consœur Barbara Wood de Co-Dev Canada, section locale 1004) a participé à la dernière tournée du Canada en Colombie.

La délégation multisyndicale poursuit son travail avec des syndicalistes et des représentants de la société civile de Colombie.

Les syndicats du secteur public canadien ont de profonds liens avec les consœurs et confrères de Colombie; un compte-rendu de cette tournée sera accessible à http://scfp.ca/justice-mondiale.

Dans le cadre de cet important partenariat, deux invités spéciaux de la Colombie sont venus nous voir au Canada ce printemps.

La consœur Berenice Celeyta, directrice exécutive de NOMADESC (l’association pour la recherche et l’action sociales), était une invitée spéciale au congrès du SCFP-Colombie-Britannique en avril.

Quant à la consœur Margarita Lopez, présidente de notre syndicat affilié SINTRACUAVALLE (travailleurs des eaux de Cali), elle a été une invitée spéciale aux congrès du SCFP-Nouvelle-Écosse et du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, où elle a été chaleureusement accueillie par tous les délégués.

* Comme je le mentionnais plus tôt dans le présent rapport, le confrère Greg Taylor, agent des communications, a fait partie d’une importante délégation aux Nations Unies à Genève, en Suisse, pour faire valoir la cause de l’eau publique et sensibiliser les Nations Unies au dossier du gouvernement Harper en matière de privatisation et à la situation honteuse de l’eau potable dans les communautés des Premières Nations.
1. **Campagnes du SCFP national – Principales activités**
* **Congrès de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)**

Quelque 2 000 maires et conseillers municipaux se sont réunis dans le cadre du congrès annuel de la FCM tenu à Vancouver du 31 mai au 4 juin 2013.

La table d’information du SCFP a encore une fois été très achalandée au salon commercial de la FCM. Nous avons également commandité un atelier sur le renforcement des partenariats locaux, avec Mildred Warner, professeure à l’Université Cornell, et Andrea Reimer, du conseil municipal de Vancouver.

À souligner : une résolution demandant un financement fédéral accru pour la mise à niveau des installations de traitement des eaux usées a été modifiée par l’ajout d’une phrase précisant que les municipalités ne veulent pas être forcées de se tourner vers des PPP.

* **Conférence annuelle de l’Association canadienne des bibliothèques (ACB)**

L’ACB s’est réunie à Winnipeg à la fin de mai et le SCFP y était, avec des membres du Comité national des travailleuses et travailleurs des bibliothèques et des membres du personnel clés.

Maureen O’Reilly et Dawn Lahey, coprésidentes du Comité national, ont fait partie d’un groupe de discussion d’experts sur le rôle des syndicats dans le secteur des bibliothèques.

Encore une fois, le SCFP a commandité le discours principal de la conférence. Notre syndicat représente environ 22 000 travailleuses et travailleurs des bibliothèques de tout le Canada.

* « Assez, c’est assez! » (une eau potable salubre pour toutes les communautés des Premières Nations)

(http://scfp.ca/action/enough-is-enough)

* « Protégeons, renforçons et élargissons notre système de santé public »

(http://scfp.ca/soins-de-sante-solutions-publiques)

* « Repensons les services de garde »

(http://garderiespubliques.org/)

* « Solidaires et capables : les droits des personnes ayant un handicap au travail »

(http://scfp.ca/handicap-vosdroits/solidaires-et-capables-les-droits-des)

1. **Notes personnelles et *in memoriam***

***In memoriam***

Nous offrons nos sincères condoléances aux familles et aux sections locales des membres suivants qui ont perdu la vie au travail :

* Le confrère Carson Wilson (section locale 1622 du SCFP, SPCA de la Colombie-Britannique) est décédé en mai 2013. Le confrère Wilson a été membre du SCFP pendant de nombreuses années avant de prendre sa retraite, il y a environ neuf ans.
* La consœur Judy Turcotte, présidente de la section locale 1465 du SCFP (Foyer de soins infirmiers Algonquin, Ontario), est décédée subitement le 17 avril 2013.
* La consœur Tara Lynn Veri, âgée de 38 ans, a succombé aux blessures qu’elle a subies dans un accident de la route pendant sa journée de travail. La consœur Veri était au service de la SAE de Haldimand et Norfolk (section locale 1766 du SCFP).
* La consœur Lindsay Wilson (section locale 2635 du SCFP, Association d’intégration communautaire de Kingston) a été victime de violence conjugale.
* Le confrère Mike Harbourne (section locale 4848 du SCFP, ambulanciers paramédicaux du Nouveau-Brunswick) est mort des suites des blessures qu’il a subies dans un incendie le 26 mars 2013.

J’offre mes sincères condoléances à la famille de la consœur Carol Marolt, retraitée, dont le mari est décédé le 23 mai 2013; et à la famille du confrère Ed Scott, retraité, décédé le 7 juin 2013.

Le 20 mai 2013, j’ai eu l’honneur d’aller présenter mes condoléances à la famille de l’aîné autochtone manitobain Elijah Harper, dont la dépouille était exposée à l’assemblée législative du Manitoba. La consœur Kelly Moist, présidente du SCFP-Manitoba, est venue avec moi rendre un dernier hommage à ce très respecté leader autochtone et ancien député provincial et fédéral.

Notre syndicat souligne le décès du Dr Henry Morgentaler, un brave Canadien qui a consacré une bonne partie de sa vie à permettre aux femmes de contrôler leur corps et leurs droits de reproduction.

***Retraites***

J’offre mes sincères remerciements, mes félicitations et mes meilleurs vœux aux membres du personnel du SCFP ci-dessous qui ont annoncé leur intention de prendre leur retraite.

Le confrère Shalom Schachter – bureau régional de l’Ontario – 1er mars 2013

La consœur Diane Lacroix – bureau national – 1er juin 2013

La consœur Sylvie St-Jean – bureau national – 1er juin 2013

Le confrère Robert Wells – bureau régional de l’Atlantique– 1er juin 2013

La consœur Mary Cromwell – bureau régional de l’Ontario – 1er juillet 2013

Le confrère Brian Yuill – bureau national – 1er août 2013

Le confrère Stephen Edwards – bureau régional du Manitoba – 1er janvier 2014

La consœur Gisèle Reed – bureau de North Bay– 1er janvier 2014

Je remercie également la consœur Ginette Paul (vice-présidente régionale du Québec, membre de la section locale 2000 du SCFP) qui a récemment quitté ses fonctions à notre Conseil exécutif national.

Et j’offre mes sincères félicitations aux membres du SCFP ci-dessous qui achèvent leurs études dans le cadre du cours de 2013 du Collège syndical du Canada :

* Le confrère Keith Bousquet, section locale 500, Winnipeg, Manitoba;
* Le confrère Patrick Colford, section locale 865, Miramichi, Nouveau-Brunswick;
* La consœur Dianne Frittenburg, section locale 1933, Bridgewater, Nouvelle-Écosse;
* Le confrère Wil Kelly, section locale 503, Ottawa, Ontario;
* La consœur Xolisiwe Connie Ndlovu, section locale 4308, Toronto, Ontario;
* La consœur Tracy Newman, section locale 5200, Halton, Ontario;
* La consœur Tammy Prescod, section locale 1750, Hamilton, Ontario;
* La consœur Helen Sawatsky, section locale 4777, Big River, Saskatchewan;
* La consœur Michelle Waite, section locale 3479, Courtenay, Colombie-Britannique.

Je félicite tout spécialement le confrère Patrick Colford, élu à la fin de mai à la présidence de la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick.

Et je félicite également la conseillère du SCFP à l’égalité, la consœur Conni Kilfoil, qui vient de recevoir le Prix Carol-McGregor pour le militantisme en faveur des personnes handicapée, remis par le CTC, pour son travail exceptionnel réalisé au nom des travailleuses et travailleurs handicapés.

1. **Conclusion**

En terminant, je tiens à remercier tous les militants et membres du personnel pour les vaillants efforts qu’ils déploient au nom des membres que nous avons le privilège de représenter.

En toute solidarité,

Le président national,



PAUL MOIST

:jvp/sec